

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ville de Candiac | 67020 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Diane Dufresne, OMA, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Cadiac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

[Originale signée]

Signature _____ Date 15 mai 2023

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	24
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	25
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	26
Situation financière par organismes	27
Charges par objets	28
Excédent (déficit) accumulé	29
Avantages sociaux futurs	33

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	40
Analyse des charges consolidées	52

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Candiac

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Candiac (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2022 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2022 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur permis de comptabilité publique no A125850
Granby, 15 mai 2023

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalizations	
		2022	2022	2021
Revenus				
Taxes	1	42 135 500	41 815 806	39 894 338
Compensations tenant lieu de taxes	2	433 600	436 059	383 104
Quotes-parts	3		709 023	252 360
Transferts	4	652 019	6 160 472	3 362 473
Services rendus	5	6 752 870	6 634 418	6 397 536
Imposition de droits	6	4 545 400	8 167 044	9 812 430
Amendes et pénalités	7	1 276 691	959 457	1 012 259
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	484 770	1 468 210	512 004
Autres revenus	10	29 633	618 880	(49 780)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	56 310 483	66 969 369	61 576 724
Charges				
Administration générale	14	10 120 700	10 306 642	9 350 748
Sécurité publique	15	9 615 184	12 127 966	10 330 318
Transport	16	8 430 900	10 756 377	10 081 232
Hygiène du milieu	17	8 438 747	10 825 556	10 315 157
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	2 220 400	2 396 920	2 007 551
Loisirs et culture	20	7 549 627	9 688 531	9 303 520
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 410 568	2 529 998	2 302 657
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	48 786 126	58 631 990	53 691 183
Excédent (déficit) de l'exercice	25	7 524 357	8 337 379	7 885 541
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		166 958 815	159 073 274
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			
Solde redressé	28		166 958 815	159 073 274
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		175 296 194	166 958 815

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	34 488 884	24 696 188
Débiteurs (note 5)	2	22 547 901	21 901 644
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	67 802	29 345
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	31 619	31 619
	8	57 136 206	46 658 796
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	12 130 024	12 468 730
Revenus reportés (note 12)	12	3 831 978	2 432 297
Dettes à long terme (note 13)	13	81 709 190	79 311 241
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	2 827 416	2 616 606
Autres passifs (note 14)	15		
	16	100 498 608	96 828 874
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(43 362 402)	(50 170 078)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	217 472 759	216 093 241
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	315 675	315 675
Stocks de fournitures	20	380 195	347 712
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	489 967	372 265
	23	218 658 596	217 128 893
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	175 296 194	166 958 815

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 524 357	8 337 379	7 885 541
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	30 440 744)(	12 167 978)(	13 966 344)
Produit de cession	3		1 843 234	56 820
Amortissement	4	9 032 754	10 158 398	9 891 597
(Gain) perte sur cession	5		(153 452)	(3 312)
Réduction de valeur / Reclassement	6		(115 434)	
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(21 407 990)	(435 232)	(4 021 239)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(32 483)	(66 008)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(78 668)	(237 027)
	13		(111 151)	(303 035)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		(983 320)	
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(13 883 633)	6 807 676	3 561 267
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(50 170 078)	(53 731 345)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(50 170 078)	(53 731 345)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(43 362 402)	(50 170 078)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 337 379	7 885 541
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	10 158 398	9 891 597
Autres			
▪ (Gain) sur cession	3	(153 452)	(3 312)
▪ Ajustements RIAGS	4	1 642 273	
	5	19 984 598	17 773 826
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(608 300)	(2 685 744)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	910 445	(1 675 166)
Revenus reportés	9	1 284 252	267 656
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	210 810	222 592
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(32 483)	(66 008)
Autres actifs non financiers	13	(78 667)	(237 027)
	14	21 670 655	13 600 129
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(13 064 902)	(12 523 329)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	221 762	56 820
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(12 843 140)	(12 466 509)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(38 457)	(4 845)
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	()	()
Cession	23		
	24	(38 457)	(4 845)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	24 889 110	14 004 044
Remboursement de la dette à long terme	26	(23 773 556)	(17 120 426)
Variation nette des emprunts temporaires	27		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(117 650)	16 749
Autres			
▪ Autres	29	5 734	2 341
▪	30		
	31	1 003 638	(3 097 292)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	9 792 696	(1 968 517)
Solde déjà établi	33	24 696 188	26 664 705
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	24 696 188	26 664 705
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	34 488 884	24 696 188

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Candiac (ci-après la « Ville ») est un organisme municipal constitué le 31 janvier 1957 en vertu de la Loi constituant en corporation la Ville de Candiac (Bill no. 194) et est régie en vertu de la Loi sur les Cités et Villes de la province du Québec.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne de l'organisme contrôlé faisant partie du périmètre comptable ainsi que la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend l'organisme paramunicipal suivant dans la proportion indiquée :
Centre Sportif Candiac : 100 %

b) Partenariats

La Ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

Régie intermunicipale de police Roussillon : 20,04 %
Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie : 31,62 %
Régie incendie de L'alliance des Grandes-Seigneuries : 34,29 %
Tarso : 0 % (18,79 % en 2021)

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit:

a) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

*Immobilisations corporelles*Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire et les périodes qui suivent :

Infrastructures :	15 à 40 ans
Bâtiments :	15 à 40 ans
Véhicules :	3 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau :	3 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers :	3 à 20 ans

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Provision pour contestation d'évaluation

La provision pour contestation d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

E) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour les cotisations devant être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà fournis.

Les régimes de retraite des élus municipaux auxquels participent la Ville, la Régie intermunicipale de police Roussillon et la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (ci-après la « Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués au 31 décembre 2022 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif sur une période de cinq années. Malgré ce qui précède, les rentes assurées sont évaluées à la fin de l'exercice financier sur une base de valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition, en tout ou en partie, de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes:

- Mesures d'allégement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables :
- Avantages sociaux futurs :

Perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées: aucune méthode d'amortissement définie n'as présentement été déterminée. Le tout doit être totalement amorti sur une période maximale correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants, soit avant le 31 décembre 2026.

Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	34 111 316	24 173 064
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	377 568	523 124
Autres éléments			
▪	3		
▪	4		
▪	5		
▪	6		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	34 488 884	24 696 188
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	9	34 488 884	24 696 188
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10	2 294 654	1 876 571
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11	16 168 987	10 297 044

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées à la trésorerie et les équivalents de trésorerie de l'organisme paramunicipal du périmètre comptable et des partenariats auxquels la Ville participe.

Les intérêts payés au cours de l'exercice : 2 410 029 \$ (2 052 955 \$ en 2021).

Les intérêts reçus au cours de l'exercice : 1 468 211 \$ (512 004 \$ en 2021).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Débiteurs

		2022	2021
Taxes municipales	12	1 936 180	2 083 441
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	9 869 890	8 954 619
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15	5 247 079	1 953 638
Organismes municipaux	16	1 048 288	3 083 122
Autres			
▪ Contraventions	17	881 829	888 860
▪ Mutations et autres	18	3 564 635	4 937 964
	19	22 547 901	21 901 644
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	20	3 702 606	4 166 267
Gouvernement du Canada et ses entreprises	21		
Organismes municipaux	22		
Autres tiers	23		
	24	3 702 606	4 166 267
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	25	667 623	771 548
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	26	4 312 053	873 942
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	27	2 680 552	3 619 109
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	28		263 313
Ministère de la Culture et des Communications	29	225 364	687 223
Autres ministères/organismes	30	2 651 921	3 511 032
	31	9 869 890	8 954 619

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêts à des taux variant de 1,57 % à 4,11 % aux 31 décembre 2022 et 2021 et viennent à échéance au plus tard en 2037.

Les montants de débiteurs du gouvernement du Québec et ses entreprises non rattachées à une dette encaissables sur plusieurs exercices totalisent 1 863 596 \$, portent intérêts à des taux variant de 2,34 % à 3,47 % (3,47 % au 31 décembre 2021) et viennent à échéance au plus tard en 2042.

6. Prêts

		2022	2021
Prêts à un office d'habitation	32		
Prêts à un fonds d'investissement	33		
Autres			
▪	34		
▪	35		
	36		
Provision pour moins-value déduite des prêts	37		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

7. Placements de portefeuille

		2022	2021
Placements à titre d'investissement	38	67 802	29 345
Autres placements	39		
	40	67 802	29 345
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2022	2021
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	43	(2 101 939)	(1 929 272)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44	(725 477)	(687 334)
	45	(2 827 416)	(2 616 606)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46	1 891 444	1 955 412
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	47	69 813	71 878
Régimes à cotisations déterminées	48	163 774	
Autres régimes (REER et autres)	49		
Régimes de retraite des élus municipaux	50	65 501	71 702
	51	2 190 532	2 098 992

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestation déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieur du Québec par des associations d'employés.

Dans son jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement était donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Dans un jugement rendu le 10 mai 2023, la Cour d'appel du Québec a rejeté les appels et les appels incidents dans tous les dossiers et, par conséquent, les conclusions du jugement de première instance sont maintenues. Les parties peuvent demander une autorisation d'appel auprès du registraire de la Cour suprême du Canada. À la date de mise au point définitive des états financiers, les intentions des parties ne sont pas déterminables. De plus, le volet réparation n'ayant pas été arrêté par la Cour supérieure du Québec, les modalités qui en découleront, voire les modifications législatives qui pourraient être requises pour y donner suite, sont inconnues. Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de celles-ci et du jugement rendu en première instance, et maintenu en appel, n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2022. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

9. Autres actifs financiers

		2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 16)	52		
Autres	53	31 619	31 619
	54	31 619	31 619

Note

10. Emprunts temporaires

La Régie intermunicipale de police Roussillon bénéficie d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 1 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel moins 0,15 % (6,3 %; 2,3 % au 31 décembre 2021) et renouvelable annuellement. Cette marge de crédit est utilisée pour les opérations courantes.

La Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie bénéficie d'emprunts temporaires autorisés, d'un montant total de 7 500 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 0,25 % (6,7 %; 2,7 % au 31 décembre 2021) et renouvelable annuellement. Ces emprunts sont utilisés pour les investissements de la Régie.

La Régie incendie de L'alliance des Grandes-Seigneuries bénéficie d'ouvertures de crédit d'un montant total de 1 450 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel (6,45 %; 2,45 % au 31 décembre 2021) et est renouvelable annuellement. Ces ouvertures de crédit sont utilisés pour les activités de fonctionnement et d'investissement.

11. Crédoeurs et charges à payer

		2022	2021
Fournisseurs	55	4 257 333	3 446 948
Salaires et avantages sociaux	56	3 020 359	2 916 685
Dépôts et retenues de garantie	57	3 190 504	2 882 680
Provision pour contestations d'évaluation	58	204 449	114 082
Autres			
▪ Gouvernement du Québec	59	18 333	19 726
▪ Organismes municipaux	60	30 319	748 474
▪ Intérêts courus à payer	61	661 862	728 536
▪ Autres courus à payer	62	746 865	1 611 599
▪	63		
	64	12 130 024	12 468 730

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Note

Au cours de l'exercice, la Ville a acquis des immobilisations, dont un montant de 3 303 321 \$ (4 756 254 \$ au 31 décembre 2021) est inclus dans les fournisseurs et dépôts et retenues de garantie.

12. Revenus reportés

	2022	2021
Taxes perçues d'avance	65	
Transferts		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66	
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68	
Accès entreprise Québec	69	
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70	
Autres		
▪	71	
▪	72	
▪	73	
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	1 744 070
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75	164 765
Société québécoise d'assainissement des eaux	76	
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77	
Autres contributions des promoteurs	78	
Fonds de redevances réglementaires	79	
Autres		
▪ Loisirs et autres	80	122 173
▪ Transferts	81	110 476
▪ Industries (RAEBLP)	82	1 739 825
▪ Villes (RAEBLP)	83	1 721 155
▪ Partenariat RIAGS	84	80 740
▪	85	
▪	86	
	87	115 434
	3 831 978	2 432 297

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2022	2021
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	4,00	2023	2038	88	82 223 197	79 707 598
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					92		
Organismes municipaux					93		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					94		
Autres			2023	2023	95	40 000	40 000
					96	82 263 197	79 747 598
Frais reportés liés à la dette à long terme					97	(554 007)	(436 357)
					98	81 709 190	79 311 241

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2022
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2023	99		13 843 114		40 000	13 883 114
2024	100		13 829 552			13 829 552
2025	101		16 040 045			16 040 045
2026	102		8 130 214			8 130 214
2027	103		13 835 173			13 835 173
2028 et plus	104		16 545 099			16 545 099
	105		82 223 197		40 000	82 263 197
Intérêts et frais accessoires	106		()		()	
	107		82 223 197		40 000	82 263 197

Note**14. Autres passifs**

	2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108	
Assainissement des sites contaminés	109	
Autres		
▪	110	
▪	111	
▪	112	
▪	113	
	114	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	115	50 145 358	134 070		50 279 428
Eaux usées	116	55 051 178	145 696		55 196 874
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	117	109 362 462	5 294 576		114 657 038
Autres					
▪ Autres	118	65 451 216	1 520 851		66 972 067
▪	119				
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	26 435 517	1 656 783	50 181	28 042 119
Améliorations locatives	122	212 547		11 342	201 205
Véhicules	123	7 386 236	439 885	1 335 389	6 490 732
Ameublement et équipement de bureau	124	3 250 252	366 550	(60 450)	3 677 252
Machinerie, outillage et équipement divers	125	3 704 434	619 589	364 412	3 959 611
Terrains	126	20 790 625	264 924	968 577	20 086 972
Autres	127	362 880			362 880
	128	342 152 705	10 442 924	2 669 451	349 926 178
Immobilisations en cours	129	7 342 411	1 725 054	(1 018 758)	10 086 223
	130	349 495 116	12 167 978	1 650 693	360 012 401
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	131	28 557 487	529 211		29 086 698
Eaux usées	132	23 637 484	1 267 361		24 904 845
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	133	46 671 825	3 235 495		49 907 320
Autres					
▪ Autres	134	18 009 260	2 211 758		20 221 018
▪	135				
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	9 875 181	1 447 850		11 323 031
Améliorations locatives	138	202 368	1 255	13 176	190 447
Véhicules	139	3 201 483	517 209	1 037 361	2 681 331
Ameublement et équipement de bureau	140	1 566 719	554 938	(36 987)	2 158 644
Machinerie, outillage et équipement divers	141	1 609 096	385 378	7 081	1 987 393
Autres	142	70 972	7 943		78 915
	143	133 401 875	10 158 398	1 020 631	142 539 642
VALEUR COMPTABLE NETTE	144	216 093 241			217 472 759
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	145				
Amortissement cumulé	146	()	()	()	()
Valeur comptable nette	147				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

16. Propriétés destinées à la revente

		2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148	315 675	315 675
Immeubles industriels municipaux	149		
Autres	150		
	151	315 675	315 675
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	152		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	153	315 675	315 675

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	154				
▪	155				
▪	156				
▪	157				
	158				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	159				
▪	160				
▪	161				
▪	162				
	163				
VALEUR COMPTABLE NETTE	164				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2022	2021
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	165	489 967	372 265
▪	166		
▪	167		
Autres			
▪	168		
▪	169		
	170	489 967	372 265

Note**19. Obligations contractuelles**

En vertu de protocoles d'entente de fourniture d'eau potable, la Ville dessert les municipalités de Delson, Saint-Constant, Sainte-Catherine, Saint-Mathieu de La Prairie et Saint-Philippe en fonction de leur consommation respective.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La Ville a des engagements pour l'entretien ménager, l'évaluation foncière, le soutien de logiciels, la disposition de déchets, des travaux d'entretien du réseau d'éclairage et d'électricité et autres pour des montants totalisant 5 239 374 \$ jusqu'en 2026, dont 3 069 917 \$ en 2023.

La Ville s'est engagée via la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie à verser un montant de 537 323 \$ pour la gérance de l'exploitation des ouvrages des assainissement, un montant de 505 920 \$ pour l'évacuation, le transport et l'élimination des boues, un montant de 80 998 \$ pour des analyses de laboratoires et un montant de 727 102 \$ pour l'achat de produits chimiques. Ces contrats échoient à différentes dates de 2023 à 2024. Le 30 mars 2022, le conseil de la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie a autorisé des travaux d'un montant de 11 428 601 \$ pour l'installation d'un gazomètre. Les travaux vont débiter le 15 août 2023.

La Ville s'est engagée via la Régie intermunicipale de police Roussillon à verser un montant de 180 102 \$ pour des contrats d'entretien, de soutien informatique et de location d'équipement. Ces contrats échoient à différentes dates de 2023 à 2027.

La Ville s'est engagée via la Régie incendie de L'alliance des Grandes-Seigneuries à verser un montant de 34 210 \$ pour des contrats de location de locaux et d'équipements échéant à différentes dates. Ces contrats échoient à différentes dates de 2023 à 2025. La Régie incendie de L'alliance des Grandes-Seigneuries s'est engagée, d'après un contrat pour l'acquisition d'un camion incendie, à verser une somme de 969 539 \$ au cours du prochain exercice.

20. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations corporelles et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 524 289 \$ sur une période de 15 ans. L'échéancier de ces subventions est de 75 144 \$ en 2023, 70 870 \$ en 2024, 66 441 \$ en 2025, 61 851 \$ en 2026 et 57 095 \$ en 2027.

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour le financement de projets d'immobilisations corporelles et d'infrastructures terminés pour lesquels elle n'a pas contracté d'emprunt. Les encaissements prévus en intérêts totalisent 551 461 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de 50 844 \$ en 2023, 48 750 \$ en 2024, 46 600 \$ en 2025, 44 396 \$ en 2026 et 42 123 \$ en 2027.

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2022	2021

Emprunts temporaires

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2022	2021
Dettes à long terme			
	172		
	173		

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté (MRC) de Roussillon. Au 31 décembre 2022, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 296 463 \$.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Au 31 décembre 2022, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 282 454 \$.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de l'Autorité régionale de transport métropolitain et de EXO. Au 31 décembre 2022, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 887 000 \$ et 2 343 978 \$ respectivement.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

La Ville, conjointement avec la CMM, fait l'objet d'une réclamation au montant de 69 200 000 \$ pour des dommages compensatoires à titre d'indemnisation dans le contexte d'une expropriation déguisée. La Ville est d'avis que la réclamation est non fondée et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

La Ville fait l'objet d'une réclamation au montant de 6 000 000 \$, cependant cette réclamation est faite de façon subsidiaire par la partie adverse, car cette dernière vise la modification du Programme particulier d'urbanisme et du règlement de zonage afin de lui permettre de réaliser son projet. De l'avis de la direction, il est impossible de faire des prévisions valables sur l'issue de l'affaire, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de poursuites contre la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie:

- Des poursuites de 2 600 000 \$ et de 877 785 \$ sont réclamées par deux contracteurs pour des coûts additionnels vu la prolongation du chantier. Il n'est pas possible présentement de prévoir l'issue de cette réclamation et le montant que la Régie pourrait être appelée à payer.

- De plus, une poursuite en dommages a été intentée contre la Régie pour le non-paiement des retenues dans le cadre du contrat de biométhanisation. Les retenues à payer réclamées totalisent un montant 2 370 420 \$ et un montant de 50 000 \$ est également demandé pour les dommages. Au 31 décembre 2022, les états financiers de la Régie incluent un montant de 2 316 960 \$ relativement aux retenues à payer sur ce contrat. Il n'est pas possible présentement de prévoir l'issue de cette réclamation et le montant que la Régie pourrait être appelée à payer.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de poursuites contre la Régie intermunicipale de police Roussillon:

- La Régie est poursuivie pour une somme de 1 937 408 \$ en plus d'intérêt au taux légal et l'indemnité additionnelle, plus les frais de justice. Un montant de 1 866 408 \$ de réclamation est entre les mains des assurances de la Régie.

D) Autres

Griefs

Des avis de griefs alléguant le non respect de la convention collective ont été déposés par le syndicat des policiers de la Régie intermunicipale de police Roussillon pour un montant total indéterminé. De l'avis des administrateurs de la Régie, la plupart de ces réclamations sont sans fondement et aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

En décembre 2021, le Conseil d'administration de la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie a adopté le règlement 2021-03 décrétant la réalisation de travaux correctifs sur l'usine de biométhanisation et les équipements connexes de la station d'épuration de la RAEBLP et un emprunt de 11 630 799 \$.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par l'organisme contrôlé et les partenariats auxquels elle participe, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

25. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	39 894 338	42 135 500	41 815 806			41 815 806
Compensations tenant lieu de taxes	2	383 104	433 600	436 059			436 059
Quotes-parts	3					10 191 889	153 013
Transferts	4	617 224	555 500	772 815		143 099	915 914
Services rendus	5	5 428 568	5 349 100	5 339 658		1 630 808	6 634 418
Imposition de droits	6	9 812 430	4 545 400	8 167 044			8 167 044
Amendes et pénalités	7	376 441	563 500	378 959		580 498	959 457
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	499 156	470 000	1 399 613		68 597	1 468 210
Autres revenus	10	383	500	264 623		66 944	567 705
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	57 011 644	54 053 100	58 574 577		12 681 835	61 117 626
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14					556 010	556 010
Transferts	15	2 513 106		5 244 558			5 244 558
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	29 199		51 175			51 175
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	2 542 305		5 295 733		556 010	5 851 743
	22	59 553 949	54 053 100	63 870 310		13 237 845	66 969 369
Charges							
Administration générale	23	8 816 869	10 141 988	9 718 574	588 068		10 306 642
Sécurité publique	24	8 741 100	8 414 534	9 130 230	11 076	9 583 823	12 127 966
Transport	25	6 687 594	7 569 108	7 204 527	3 551 850		10 756 377
Hygiène du milieu	26	7 195 560	8 500 236	7 529 160	2 642 444	2 520 558	10 825 556
Santé et bien-être	27						
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 910 381	2 220 400	2 251 151	145 769		2 396 920
Loisirs et culture	29	6 562 525	7 785 734	7 098 873	2 383 014	496 327	9 688 531
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	2 141 838	2 230 400	2 346 101		183 897	2 529 998
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	9 229 693	8 804 013	9 322 221	(9 322 221)		
	34	51 285 560	55 666 413	54 600 837		12 784 605	58 631 990
Excédent (déficit) de l'exercice	35	8 268 389	(1 613 313)	9 269 473		453 240	8 337 379

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022		Réalisations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 268 389	(1 613 313)	9 269 473	453 240	8 337 379
Moins : revenus d'investissement	2	(2 542 305)		(5 295 733)	(556 010)	(5 851 743)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	5 726 084	(1 613 313)	3 973 740	(102 770)	2 485 636
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	9 229 693	8 804 013	9 322 221	836 177	10 158 398
Produit de cession	5	53 508		1 710 393	132 841	1 843 234
(Gain) perte sur cession	6			(264 593)	(64 531)	(153 452)
Réduction de valeur / Reclassement	7					(115 434)
	8	9 283 201	8 804 013	10 768 021	904 487	11 732 746
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	28 192		15 839		15 839
	15	28 192		15 839		15 839
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	39 320		103 387		103 387
Remboursement de la dette à long terme	17	(5 504 117)	(6 141 600)	(6 129 014)	(743 543)	(6 872 557)
	18	(5 464 797)	(6 141 600)	(6 025 627)	(743 543)	(6 769 170)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(599 918)	(27 000)	(1 999 709)	(120 724)	(498 961)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 303 364	(86 100)	(82 536)	364 174	281 638
Réserves financières et fonds réservés	22	(865 492)	(936 000)	(1 004 727)	(83 333)	(1 088 060)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			(2 757)	57 424	170 101
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(162 046)	(1 049 100)	(3 089 729)	217 541	(1 135 282)
	26	3 684 550	1 613 313	1 668 504	378 485	3 844 133
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	9 410 634		5 642 244	275 715	6 329 769

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	Réalizations 2021		Réalizations 2022		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus d'investissement	1	2 542 305	5 295 733	556 010	5 851 743
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	3 676 106)(	562 175)(	)	562 175)
Sécurité publique	3 (	1 080 558)(	)	1 272 756)(	1 272 756)
Transport	4 (	6 531 650)(	6 941 294)(	)	6 941 294)
Hygiène du milieu	5 (	418 267)(	903 953)(	380 240)(	1 284 193)
Santé et bien-être	6 ())))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	982 371)(	689 142)(	)	689 142)
Loisirs et culture	8 (	1 001 015)(	1 401 889)(	16 529)(	1 418 418)
Réseau d'électricité	9 ())))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())))
	11 (	13 689 967)(	10 498 453)(	1 669 525)(	12 167 978)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 ())))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	33 038)(	1 675 768)(	)	54 296)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	3 670 179	8 288 413		8 288 413
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	599 918	1 999 709	120 724	498 961
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	2 191 397	2 661 029		2 661 029
Excédent de fonctionnement affecté	17		1 260 832		1 260 832
Réserves financières et fonds réservés	18	1 374 809	1 874 314	81 814	1 956 128
	19	4 166 124	7 795 884	202 538	6 376 950
	20	(5 886 702)	3 910 076	(1 466 987)	2 443 089
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(3 344 397)	9 205 809	(910 977)	8 294 832

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021		2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	22 819 617	32 194 230	2 294 654	34 488 884
Débiteurs (note 5)	2	18 701 787	19 725 637	3 833 929	22 547 901
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	29 345	1 689 274		67 802
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7			31 619	31 619
	8	41 550 749	53 609 141	6 160 202	57 136 206
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	11 178 003	10 616 472	2 525 217	12 130 024
Revenus reportés (note 12)	12	556 473	1 899 102	1 817 442	3 831 978
Dettes à long terme (note 13)	13	74 977 747	76 832 748	4 876 442	81 709 190
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 152 000	1 140 000	1 687 416	2 827 416
Autres passifs (note 14)	15				
	16	87 864 223	90 488 322	10 906 517	100 498 608
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(46 313 474)	(36 879 181)	(4 746 315)	(43 362 402)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	199 561 378	199 291 810	18 241 187	217 472 759
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	315 675	315 675		315 675
Stocks de fournitures	20	307 077	339 560	40 635	380 195
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	298 166	368 981	120 989	489 967
	23	200 482 296	200 316 026	18 402 811	218 658 596
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	16 005 526	11 131 867		11 131 867
Excédent de fonctionnement affecté	25	12 049 960	18 636 566	1 148 834	19 785 400
Réserves financières et fonds réservés	26	3 628 544	3 440 220	92 227	3 532 447
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	()	()	(1 669 052)	(1 784 486)
Financement des investissements en cours	28	(5 564 492)	3 048 576	(278 525)	2 770 051
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	128 049 284	127 179 616	14 363 012	139 860 915
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	154 168 822	163 436 845	13 656 496	175 296 194
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	13 919 300	14 517 740	21 194 589	20 179 914
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	3 695 000	3 406 967	5 197 855	4 919 958
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	12 845 300	11 087 028	13 990 568	12 832 441
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	2 173 400	2 168 892	2 168 892	1 981 434
D'autres organismes municipaux	10			111 564	109 836
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11		72 068	72 068	83 087
D'autres tiers	12		3 234	3 234	3 821
Autres frais de financement	13	57 000	101 907	174 240	124 479
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	13 184 800	13 395 753	3 356 877	3 228 188
Transferts	15				
Autres	16			1 621 472	
Autres organismes					
Transferts	17				
Autres	18			30 325	28 448
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	8 804 013	9 322 221	10 158 398	9 891 597
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Autres	21	987 600	525 027	551 908	307 980
	22				
	23				
	24	55 666 413	54 600 837	58 631 990	53 691 183

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	11 131 867	16 005 526
Excédent de fonctionnement affecté	2	19 785 400	13 023 158
Réserves financières et fonds réservés	3	3 532 447	3 676 960
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(1 784 486)	(1 652 692)
Financement des investissements en cours	5	2 770 051	(5 572 069)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	139 860 915	141 477 932
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	175 296 194	166 958 815
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	11 131 867	16 005 526
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10		
	11	11 131 867	16 005 526
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Environnement	12	59 504	59 504
▪ Bâtiments municipaux et opé.	13	5 905 035	3 524 589
▪ Projets futurs	14	11 900 000	8 400 000
▪ Complexe sportif Candiac	15		65 867
▪ Équilibre budgétaire - 2023	16	764 900	
▪ Plan directeur	17	7 127	
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	18 636 566	12 049 960
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Régie ass.eaux LaPrairie	22	338 054	357 463
▪ Régie int. Police et CSC	23	624 394	615 735
▪ Régie incendie	24	186 386	
	25	1 148 834	973 198
	26	19 785 400	13 023 158

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Transport en commun	27 2 584 245	2 523 049
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	2 584 245 2 523 049
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 227 659	634 642
Organismes contrôlés et partenariats	38 63 025	48 416
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 608 816	470 853
Organismes contrôlés et partenariats	40 29 202	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45 19 500	
Autres		
▪	46	
▪	47	
	48	948 202 1 153 911
	49	3 532 447 3 676 960

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50 (15 234)(	24 855)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51 ())
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52 (1 262 600)(	1 198 379)
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53 ())
Autres	54 ())
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55 ())
	56 (1 277 834)(	1 223 234)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	57 ())
Assainissement des sites contaminés	58 ())
Appariement fiscal pour revenus de transfert	59 ())
Autres		
▪	60 ())
▪	61 ())
	62 (1 277 834)(	1 223 234)
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ())
Utilisation du fonds de roulement	64 ())
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	65 ())
Utilisation du fonds de roulement	66 ())
Autres		
▪	67 ())
▪	68 ())
	69 ())
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	70 ())
Mesure relative à la COVID-19	71 ())
Frais d'émission de la dette à long terme	72 (262 477)(	233 915)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73 ())
Autres		
▪ Autres financements RIPR	74 (328 323)(	389 458)
▪ Autres financements CSC	75 (40 000)(	40 000)
	76 (630 800)(	663 373)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	77 239 582	233 915
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	78	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	79	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	80	
Autres		
▪ Partenariat RIAGS	81 (115 434)	
	82 124 148	233 915
	83 (1 784 486)(	1 652 692)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	84 8 229 036	3 789 541
Investissements à financer	85 (5 458 985)(	9 361 610)
	86 2 770 051	(5 572 069)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	87 217 472 759	216 093 241
Propriétés destinées à la revente	88 315 675	315 675
Prêts	89	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	90 67 802	29 345
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	91	
	92 217 856 236	216 438 261
Ajustements aux éléments d'actif	93	
	94 217 856 236	216 438 261
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	95 (81 709 190)(	79 311 241)
Frais reportés liés à la dette à long terme	96 (554 007)(	436 357)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	97 3 702 606	4 166 267
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	98 88 665	88 665
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	99 630 800	663 373
	100 (77 841 126)(	74 829 293)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101 (154 195)(	131 036)
	102 (77 995 321)(	74 960 329)
	103 139 860 915	141 477 932

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville parraine un régime de retraite à prestation déterminées et un régime supplémentaire qui compense pour les limites de la Loi de l'impôt. Le régime complémentaire est offert à l'ensemble des salariés et est contributif. Les cotisations salariales des participants est partagé à 50% entre la Ville et les employés. La rente viagère correspond à un pourcentage du salaire carrière indexé pour les participants cols et à un pourcentage du salaire final pour les participants cadres. La date de la plus récente évaluation actuarielle sur base de comptabilité est le 31 décembre 2019.

Voir également la note 2 F) et la note 8 des notes complémentaires

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (1 929 272)	(1 751 699)
Charge de l'exercice	4 (1 891 444)(	1 955 412)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 718 777	1 777 839
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (2 101 939)	(1 929 272)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 52 846 379	49 672 001
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (54 456 235)(	51 712 072)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (1 609 856)	(2 040 071)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (492 083)	110 799
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (2 101 939)	(1 929 272)
Provision pour moins-value	12 () ()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (2 101 939)	(1 929 272)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 52 846 379	49 672 001
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (54 456 235)(	51 712 072)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (1 609 856)(	2 040 071)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	3 281 447	3 414 240
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	3 281 447	3 414 240
Cotisations salariales des employés	21 (	1 585 638)(	1 689 905)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ())
	23	1 695 809	1 724 335
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	125 267	163 124
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	1 821 076	1 887 459
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	2 679 067	2 502 235
Rendement espéré des actifs	33 (	2 608 699)(	2 434 282)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	70 368	67 953
Charge de l'exercice	35	1 891 444	1 955 412
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	1 974 812	3 364 869
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (	2 608 699)(	2 434 282)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	(633 887)	930 587
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	1 109 502	(657 778)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	2 104 849	1 809 467
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	49 797 990	52 523 639
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	1 188 855	1 476 676
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	999 160	738 137
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	3 366 242	2 382 601
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	16	16
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,14 %	5,14 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,15 %	5,15 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Régie intermunicipale de police Roussillon

L'employeur s'engage à verser une prime au syndicat pour tout policier retraité jusqu'à l'âge de 65 ans. Cette prime correspond à 5% du dernier salaire gagné avant la retraite. L'employeur assume les frais d'assurance-vie de base pour un montant de 25 000 \$ et de l'assurance santé de tout employé cadre retraité au cours de la période pendant laquelle il a droit à la prestation de retraite temporaire (depuis la retraite anticipée jusqu'à la date normale de retraite). De plus, pour les retraités à compter du 1er janvier 2017, l'employeur assume également les frais pour la couverture dentaire et les soins de la vue. Le coût de l'employeur ne devra pas dépasser toutefois celui consenti aux policiers syndiqués (5 % du dernier salaire gagné avant la retraite).

Les rentes de l'allocation de retraite ne contiennent aucune indexation après la retraite.

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (687 334)	(642 315)
Charge de l'exercice	56 (69 813)	(71 878)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 31 670	26 859
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (725 477)	(687 334)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (632 593)	(779 316)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (632 593)	(779 316)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (92 884)	91 982
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (725 477)	(687 334)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (725 477)	(687 334)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (632 593)	(779 316)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (632 593)	(779 316)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 38 685	41 692
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72 38 685	41 692
Cotisations salariales des employés	73 () ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 () ()	
	75 38 685	41 692
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 8 819	12 708
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81	
▪	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 47 504	54 400
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 22 309	17 478
Rendement espéré des actifs	85 () ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 22 309	17 478
Charge de l'exercice	87 69 813	71 878
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 () ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 176 048	65 985
Prestations versées au cours de l'exercice	92 31 670	26 859
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 16	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 4,50 %	2,78 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 2,78 %	2,13 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 2,75 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 5,00 %	6,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 %	6,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	2020
Autres hypothèses économiques		
▪	104	
▪	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

Description des régimes et autres renseignements

Depuis le 4 avril 2016, la Régie a été ajoutée à titre d'employeur participant au Régime de retraite des employés de Saint-Constant. Ce régime est considéré « interentreprises » au sens de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et de la Loi de l'impôt sur le revenu. Le Régime de retraite interentreprises de la ville de Saint-Constant est un régime contributif à prestations déterminées. Il reflète les dispositions de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c.15). Tout employé ayant un statut régulier devient immédiatement admissible au Régime et doit obligatoirement y participer. Le taux de cotisation salariale du participant est de 9,25 % qui correspond à 50 % de la cotisation totale. Cette cotisation représente 18,5 % de la masse salariale des participants actifs.

	2022	2021
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime de retraite par financement salarial	108	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109	
Régime de retraite à prestations cibles	110	
Autres régimes	111	163 774
	112	163 774

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

	2022	2021
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	114	
Régime de retraite simplifié	115	
REER	116	
Autres régimes	117	
	118	

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2022	2021
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	9
		9

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (LRQ, chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes interemployeurs administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2022</u>	<u>2021</u>
Cotisations des élus au RREM	120	14 558	16 275
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	49 034	54 845
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	16 467	16 857
	123	65 501	71 702
Note			

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	34 895 400	34 523 393	34 523 393
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	34 895 400	34 523 393	34 523 393
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	2 509 800	2 506 297	2 506 297
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14			
Matières résiduelles	15	2 446 200	2 545 188	2 545 188
Autres				
▪	16			
▪	17			
▪	18			
Centres d'urgence 9-1-1	19	85 000	96 667	96 667
Service de la dette	20	2 199 100	2 144 261	2 144 261
Pouvoir général de taxation	21			
Activités de fonctionnement	22			
Activités d'investissement	23			
	24	7 240 100	7 292 413	7 292 413
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	25			
Autres	26			
	27			
	28	7 240 100	7 292 413	7 292 413
	29	42 135 500	41 815 806	41 815 806
				32 991 487
				6 902 851
				39 894 338

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30	75 100	71 909	65 200
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31			
Compensations pour les terres publiques	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33	55 300	59 482	51 533
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	303 200	304 668	266 371
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36			
	37	433 600	436 059	383 104
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	38			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	39			
Taxes d'affaires	40			
	41			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
	44			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45			
Autres	46			
	47			
	48	433 600	436 059	383 104

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	49	27 500	50 427	70 393
Sécurité publique				
Police	50		123 556	108 439
Sécurité incendie	51			
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54		9 499	55 911
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56	74 900	76 110	79 324
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58			
Transport scolaire	59			
Autres	60			
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			2 721
Réseau de distribution de l'eau potable	65			
Traitement des eaux usées	66		17 176	20 614
Réseaux d'égout	67			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69		112 540	56 754
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			1 338
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75		22 777	22 777

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	15 800	41 962	41 962
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	93 400	115 358	115 358
Autres	85	56 400	54 665	54 665
Réseau d'électricité	86			
	87	268 000	483 338	624 070
				637 121

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie	90			
Sécurité civile	91			
Autres	92			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	93	740 158	740 158	2 408 686
Enlèvement de la neige	94			
Autres	95			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	96			
Transport adapté	97			
Transport scolaire	98			
Autres	99			
Transport aérien	100			
Transport par eau	101			
Autres	102			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103			
Réseau de distribution de l'eau potable	104	4 341 364	4 341 364	
Traitement des eaux usées	105			
Réseaux d'égout	106	102 308	102 308	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	107			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	108			
Tri et conditionnement	109			
Autres	110			
Autres	111			
Cours d'eau	112			
Protection de l'environnement	113			
Autres	114	36 542	36 542	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	115			
Sécurité du revenu	116			
Autres	117			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	118			104 420
Rénovation urbaine	119			
Promotion et développement économique	120			
Autres	121			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	122			
Activités culturelles				
Bibliothèques	123			
Autres	124	24 186	24 186	
Réseau d'électricité	125			
	126	5 244 558	5 244 558	2 513 106

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127			
Péréquation	128			
Neutralité	129			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131			
Fonds de développement des territoires	132			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134	287 500	289 477	291 844
Dotations spéciales de fonctionnement	135			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136			
Autres	137			
	138	287 500	289 477	291 844
TOTAL DES TRANSFERTS	139	555 500	6 017 373	3 362 473

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	140	435 000	460 030	383 812
Évaluation	141			
Autres	142			
	143	435 000	460 030	383 812
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	29 800	352 831	983 191
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	29 800	352 831	983 191
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	3 700	3 714	3 690
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	3 700	3 714	3 690
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	3 647 300	3 561 700	3 150 381
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	3 647 300	3 561 700	3 150 381

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social		168		
Autres		169		
		170		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage		171		
Rénovation urbaine		172		
Promotion et développement économique		173		
Autres		174		
		175		
Loisirs et culture				
Activités récréatives		176		
Activités culturelles				
Bibliothèques		177		
Autres		178		
		179		
Réseau d'électricité		180		
		181	4 115 800	4 378 275
			4 711 810	4 521 074

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	182	1 400	1 035	590
Évaluation	183			
Autres	184	143 400	203 690	318 758
	185	144 800	204 725	319 348
Sécurité publique				
Police	186		114 428	89 600
Sécurité incendie	187		7 683	22 409
Sécurité civile	188			
Autres	189			
	190		7 683	124 627
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191	10 000	2 439	3 264
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198		19 000	4 314
	199	10 000	21 439	7 578
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200	19 000	27 393	625 306
Réseau de distribution de l'eau potable	201			
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204			
Matières recyclables	205		960	780
Autres	206			
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209			
	210	19 000	28 353	626 086

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215			
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217			
Autres	218			
	219			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	976 300	641 095	836 449
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	3 200	7 182	7 182
Autres	222	80 000	50 906	50 906
	223	1 059 500	699 183	894 537
Réseau d'électricité	224			
	225	1 233 300	961 383	1 922 608
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	5 349 100	5 339 658	6 634 418
				6 397 536

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis 227	535 200	412 302	412 302	500 149
Droits de mutation immobilière 228	4 010 200	7 754 742	7 754 742	9 312 281
Droits sur les carrières et sablières 229				
Autres 230				
	231	4 545 400	8 167 044	9 812 430
AMENDES ET PÉNALITÉS	232	563 500	378 959	959 457
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	233			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	234	470 000	1 399 613	1 468 210
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles 235		264 593	153 452	3 312
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés 236				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente 237				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements 238				
Contributions des promoteurs 239				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence 240				
Contributions des organismes municipaux 241				
Autres contributions 242				
Redevances réglementaires 243				
Autres 244	500	51 205	465 428	(53 092)
	245	500	315 798	(49 780)
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	246			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	654 400	649 114		649 114	649 114	584 042
Greffe et application de la loi	2	1 638 700	1 732 247	3 111	1 735 358	1 735 358	1 567 740
Gestion financière et administrative	3	1 824 900	1 602 078		1 602 078	1 602 078	1 583 038
Évaluation	4	316 400	299 573		299 573	299 573	330 215
Gestion du personnel	5	776 000	805 556		805 556	805 556	890 964
Autres							
▪ Autres	6	4 931 588	4 630 006	584 957	5 214 963	5 214 963	4 394 749
▪	7						
	8	10 141 988	9 718 574	588 068	10 306 642	10 306 642	9 350 748
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	5 125 400	5 288 344		5 288 344	6 038 805	6 015 046
Sécurité incendie	10	2 977 000	3 422 198	11 076	3 433 274	5 669 473	3 984 423
Sécurité civile	11	36 100	8 357		8 357	8 357	41 179
Autres	12	276 034	411 331		411 331	411 331	289 670
	13	8 414 534	9 130 230	11 076	9 141 306	12 127 966	10 330 318
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 123 810	1 097 692	3 144 199	4 241 891	4 241 891	3 904 570
Enlèvement de la neige	15	1 417 766	1 021 636	86 566	1 108 202	1 108 202	967 661
Éclairage des rues	16	220 000	226 039	313 220	539 259	539 259	532 095
Circulation et stationnement	17	670 068	626 871	5 262	632 133	632 133	586 130
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 219 600	2 210 389	2 603	2 212 992	2 212 992	2 179 886
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	1 917 864	2 021 900		2 021 900	2 021 900	1 910 890
	22	7 569 108	7 204 527	3 551 850	10 756 377	10 756 377	10 081 232

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	4 150 000	3 506 200	989 903	4 496 103	4 496 103	4 418 523
Réseau de distribution de l'eau potable	24	471 980	806 444	455 083	1 261 527	1 261 527	1 237 002
Traitement des eaux usées	25	1 148 500	1 149 830		1 149 830	1 803 782	1 640 032
Réseaux d'égout	26	419 598	343 988	1 197 458	1 541 446	1 541 446	1 521 719
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	881 058	741 601		741 601	741 601	704 810
Élimination	28						
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 003 100	662 967		662 967	662 967	405 735
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31						387 336
Traitement	32						
Matériaux secs							
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau							
Protection de l'environnement	38						
Autres	39	426 000	318 130		318 130	318 130	
	40	8 500 236	7 529 160	2 642 444	10 171 604	10 825 556	10 315 157
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44						

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 198 300	2 249 621	145 769	2 395 390	2 395 390	1 990 598
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	22 100	1 530		1 530	1 530	16 953
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51						
	52	2 220 400	2 251 151	145 769	2 396 920	2 396 920	2 007 551
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	850 406	546 715	350 413	897 128	897 128	878 810
Patinoires intérieures et extérieures	54	771 684	988 068	28 955	1 017 023	1 223 667	1 152 403
Piscines, plages et ports de plaisance	55	169 546	164 140	79 052	243 192	243 192	252 314
Parcs et terrains de jeux	56	3 019 027	2 932 620	1 578 036	4 510 656	4 510 656	4 308 957
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59						
	60	4 810 663	4 631 543	2 036 456	6 667 999	6 874 643	6 592 484
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	513 885	260 886	271 523	532 409	532 409	570 079
Bibliothèques	62	1 775 530	1 644 587	60 706	1 705 293	1 705 293	1 742 374
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	685 656	561 857	14 329	576 186	576 186	398 583
	66	2 975 071	2 467 330	346 558	2 813 888	2 813 888	2 711 036
	67	7 785 734	7 098 873	2 383 014	9 481 887	9 688 531	9 303 520

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	2 173 400	2 244 194		2 244 194	2 343 355	2 161 125
Autres frais	70					12 403	17 053
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		21 000		21 000	92 677	85 431
Autres	72	57 000	80 907		80 907	81 563	39 048
	73	2 230 400	2 346 101		2 346 101	2 529 998	2 302 657
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	8 804 013	9 322 221 (	9 322 221)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	671 267	671 267	217 053
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3		380 240	104 277
Conduites d'égout	4	232 686	232 686	201 214
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	6 021 354	6 021 354	5 226 517
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			11 625
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	185 749	185 749	785 723
Autres infrastructures	11	1 195 618	1 195 618	1 226 183
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	254 213	276 914	53 392
Édifices communautaires et récréatifs	14	994 219	994 219	113 616
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	405 588	748 965	1 071 271
Ameublement et équipement de bureau	18	261 221	335 376	662 957
Machinerie, outillage et équipement divers	19	180 829	568 274	214 797
Terrains	20	(183 440)	278 167	4 005 161
Autres	21	279 149	279 149	72 558
	22	10 498 453	12 167 978	13 966 344

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	671 267	671 267	217 053
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25		380 240	104 277
Conduites d'égout	26	232 686	232 686	201 214
Autres infrastructures	27	6 913 364	6 913 364	6 548 197
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32	489 357	489 357	701 851
Autres immobilisations corporelles	33	2 191 779	3 481 064	6 193 752
	34	10 498 453	12 167 978	13 966 344

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	470 853	190 965	23 800	638 018
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	17 471 841	596 026	1 674 932	16 392 935
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	57 638 637	10 045 439	6 154 438	61 529 638
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	75 581 331	10 832 430	7 853 170	78 560 591
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	4 166 267		463 661	3 702 606
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	4 166 267		463 661	3 702 606
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	4 166 267		463 661	3 702 606
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	4 166 267		463 661	3 702 606
	19	79 747 598	10 832 430	8 316 831	82 263 197
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	79 747 598	10 832 430	8 316 831	82 263 197

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	77 348 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	5 069 888
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	608 816
Débiteurs	9	2 994 185
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	1 040 421
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	77 774 466
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	15	5 031 551
Endettement net à long terme	16	82 806 017
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	296 463
Communauté métropolitaine	18	282 454
Autres organismes	19	3 230 978
Endettement total net à long terme	20	86 615 912
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	86 615 912
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Administration générale				
Grefe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3			
Sécurité publique				
Police	4	5 125 400	5 288 344	
Sécurité incendie	5	2 920 600	2 990 596	106 670
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 219 600	2 210 271	2 210 271
Autres	10			2 173 766
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 865 700	1 866 606	
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21	1 053 500	1 039 936	1 039 936
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	13 184 800	13 395 753	3 356 877
				3 228 188

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022*Non audité*

		2022	2021
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	10 498 453	13 689 967
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	10 498 453	13 689 967

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	41,54	32,50	72 936,00	4 610 072	1 170 969	5 781 041
Professionnels	2						
Cols blancs	3	78,20	32,50	140 602,00	4 981 149	1 127 587	6 108 736
Cols bleus	4	62,21	39,00	126 721,00	4 372 964	987 584	5 360 548
Policiers	5						
Pompiers	6	19,00	40,00	0,00	86 266	23 871	110 137
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	200,95		340 259,00	14 050 451	3 310 011	17 360 462
Élus	9	9,00			467 289	96 956	564 245
	10	209,95			14 517 740	3 406 967	17 924 707

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13		1 320 365	3 020 999		4 341 364
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		31 262	71 046		102 308
Autres	16	731 913	241 859	381 729	218 200	1 573 701
	17	731 913	1 593 486	3 473 774	218 200	6 017 373

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	9 015	11 494
	4	9 015	11 494
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	19 211	17 582
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	19 211	17 582
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	668 739	604 280
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	207 012	182 075
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	875 751	786 355
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	139 257	120 875
Réseau de distribution de l'eau potable	17	200 221	180 511
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	258 796	236 823
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	598 274	538 209
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	215 565	194 442
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	215 565	194 442
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	617 605	555 023
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	4 208	20 499
Autres	38	6 472	18 234
	39	628 285	593 756
Réseau d'électricité			
	40		
	41	2 346 101	2 141 838

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Chatel, Vincent	Conseiller	29 581	14 789		
Dyotte, Normand	Maire	89 932	17 546	23 132	
Goyette, Chantal	Conseiller	27 485	13 737		
Grenier, Daniel	Conseiller	30 629	15 315	167	
Lemieux, Marie-Josée	Conseiller	27 485	13 737		
Roldan, Mélanie	Conseiller	27 485	13 737		
Roy, Jean-Michel	Conseiller	27 485	13 737		
Scott, Anne	Conseiller	28 533	14 263		
Vocino, Kevin	Conseiller	27 485	13 737		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	4 000 000 \$
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	3 <input type="checkbox"/> 6 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4	\$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5	6 <input type="checkbox"/> 9 <input checked="" type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	\$
Ligne 3 : Autres revenus	9	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	12	\$
Ligne 9 : Autres charges	13	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	15	\$
Ligne 14 : Débiteurs	16	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	18	\$
Ligne 19 : Crédateurs et charges à payer	19	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	20	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	21	\$
Ligne 24 : Libres	22	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	25	\$
Constatés au cours de l'exercice	26	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27	\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. 28 29
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 30 _____ \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 31 32
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022 33 2 643 792 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 34 35
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 36 _____ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 37 38
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 39 _____ \$
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 40 41
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 42 43
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 44 45
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 46 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 47 48
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 49 _____ \$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 50 51
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 52 111 773 \$
- b) autres formes d'aide 53 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2022

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2022

54 \$

Facteur comparatif de 2022

55

Valeur uniformisée

56 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

57 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

58 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

59 _____ \$

Chaussées pavées - entretien préventif

60 _____ \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

61 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

62 _____ \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

63 _____ \$

Systèmes de drainage

64 _____ \$

Abords de routes

65 _____ \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

66 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

67 _____ \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

68 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

69 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

▪ Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

70 _____

b) Date d'adoption de la résolution

71 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 72 73
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 74 R19-09-05
- b) Date d'adoption de la résolution 75 2019-09-23
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 76 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 77 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 78 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 79 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 80 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 81 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 82 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 83 293
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 84 _____
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 85 _____
- Règlement*
- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 86 87

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La question 13 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 10

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 12

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

13 14

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 16

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

17 18

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

19 20

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2023-05-15

Nom du signataire : Pascale Synnott

Fonction du signataire : Greffière

Date de transmission au Ministère : 2023-05-17

Date et heure de la dernière modification : 2023-05-17 09:54

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	57 011 644	54 053 100	58 574 577	12 681 835	61 117 626
Investissement	2	2 542 305		5 295 733	556 010	5 851 743
	3	59 553 949	54 053 100	63 870 310	13 237 845	66 969 369
Charges	4	51 285 560	55 666 413	54 600 837	12 784 605	58 631 990
Excédent (déficit) de l'exercice	5	8 268 389	(1 613 313)	9 269 473	453 240	8 337 379
Moins : revenus d'investissement	6 (	2 542 305)(	)	5 295 733)(	556 010)(	5 851 743)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	5 726 084	(1 613 313)	3 973 740	(102 770)	2 485 636
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	9 229 693	8 804 013	9 322 221	836 177	10 158 398
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	39 320		103 387		103 387
Remboursement de la dette à long terme	10 (	5 504 117)(	6 141 600)(	6 129 014)(	743 543)(	6 872 557)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	599 918)(	27 000)(	1 999 709)(	120 724)(	498 961)
Excédent (déficit) accumulé	12	437 872	(1 022 100)	(1 090 020)	338 265	(636 321)
Autres éléments de conciliation	13	81 700		1 461 639	68 310	1 590 187
	14	3 684 550	1 613 313	1 668 504	378 485	3 844 133
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	9 410 634		5 642 244	275 715	6 329 769

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021	2022	2021
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	22 819 617	32 194 230	34 488 884
Débiteurs	2	18 701 787	19 725 637	22 547 901
Placements de portefeuille	3	29 345	1 689 274	67 802
Autres	4			31 619
	5	41 550 749	53 609 141	57 136 206
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	74 977 747	76 832 748	81 709 190
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	1 152 000	1 140 000	2 827 416
Autres	9	11 734 476	12 515 574	15 962 002
	10	87 864 223	90 488 322	100 498 608
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(46 313 474)	(36 879 181)	(43 362 402)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	199 561 378	199 291 810	217 472 759
Autres	13	920 918	1 024 216	1 185 837
	14	200 482 296	200 316 026	218 658 596
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	16 005 526	11 131 867	11 131 867
Excédent de fonctionnement affecté	16	12 049 960	18 636 566	19 785 400
Réserves financières et fonds réservés	17	3 628 544	3 440 220	3 532 447
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18	()	()	1 784 486
Financement des investissements en cours	19	(5 564 492)	3 048 576	2 770 051
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	128 049 284	127 179 616	139 860 915
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	154 168 822	163 436 845	175 296 194

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Environnement	23	59 504	59 504
▪ Bâtiments municipaux et opé.	24	5 905 035	3 524 589
▪ Projets futurs	25	11 900 000	8 400 000
▪ Complexe sportif Candiac	26		65 867
▪ Équilibre budgétaire - 2023	27	764 900	
▪ Plan directeur	28	7 127	
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	18 636 566	12 049 960
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	1 148 834	973 198
	34	19 785 400	13 023 158
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35	3 440 220	3 628 544
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36	92 227	48 416
	37	23 317 847	16 700 118

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	77 774 466
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	86 615 912

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	638 018	470 853
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	61 529 638	57 638 637
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	16 392 935	17 471 841
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	3 702 606	4 166 267
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	82 263 197	79 747 598

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021	Budget 2022	Réalizations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	39 894 338	42 135 500	41 815 806	41 815 806
Compensations tenant lieu de taxes	13	383 104	433 600	436 059	436 059
Quotes-parts	14				153 013
Transferts	15	617 224	555 500	772 815	915 914
Services rendus	16	5 428 568	5 349 100	5 339 658	6 634 418
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	10 188 871	5 108 900	8 546 003	9 126 501
Autres	18	499 539	470 500	1 664 236	2 035 915
	19	57 011 644	54 053 100	58 574 577	61 117 626
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				556 010
Transferts	22	2 513 106		5 244 558	5 244 558
Autres	23	29 199		51 175	51 175
	24	2 542 305		5 295 733	5 851 743
	25	59 553 949	54 053 100	63 870 310	66 969 369

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
Administration générale	1	10 141 988	9 718 574	588 068	10 306 642	10 306 642	9 350 748
Sécurité publique							
Police	2	5 125 400	5 288 344		5 288 344	6 038 805	6 015 046
Sécurité incendie	3	2 977 000	3 422 198	11 076	3 433 274	5 669 473	3 984 423
Autres	4	312 134	419 688		419 688	419 688	330 849
Transport							
Réseau routier	5	3 431 644	2 972 238	3 549 247	6 521 485	6 521 485	5 990 456
Transport collectif	6	2 219 600	2 210 389	2 603	2 212 992	2 212 992	2 179 886
Autres	7	1 917 864	2 021 900		2 021 900	2 021 900	1 910 890
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	6 190 078	5 806 462	2 642 444	8 448 906	9 102 858	8 817 276
Matières résiduelles	9	1 884 158	1 404 568		1 404 568	1 404 568	1 497 881
Autres	10	426 000	318 130		318 130	318 130	
Santé et bien-être	11						
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	2 198 300	2 249 621	145 769	2 395 390	2 395 390	1 990 598
Promotion et développement économique	13	22 100	1 530		1 530	1 530	16 953
Autres	14						
Loisirs et culture	15	7 785 734	7 098 873	2 383 014	9 481 887	9 688 531	9 303 520
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	2 230 400	2 346 101		2 346 101	2 529 998	2 302 657
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	46 862 400	45 278 616	9 322 221	54 600 837	58 631 990	53 691 183
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	8 804 013	9 322 221 (	9 322 221)			
	21	55 666 413	54 600 837		54 600 837	58 631 990	53 691 183

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021		Réalizations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	2 542 305	5 295 733	556 010	5 851 743
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	13 689 967)(	10 498 453)(	1 669 525)(	12 167 978)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	33 038)(	1 675 768)(	)	54 296)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	3 670 179	8 288 413		8 288 413
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	599 918	1 999 709	120 724	498 961
Excédent accumulé	6	3 566 206	5 796 175	81 814	5 877 989
	7	(5 886 702)	3 910 076	(1 466 987)	2 443 089
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(3 344 397)	9 205 809	(910 977)	8 294 832

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14